

**EMBARGO AU PRONONCÉ**

**DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

**à la suite de la remise du Livre vert des Etats généraux de la presse écrite**

**Palais de l'Élysée – Vendredi 23 janvier 2009**

Mesdames et Monsieur les ministres,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Mesdames et Messieurs les éditeurs,  
Mesdames et Messieurs les journalistes,  
Mesdames et Messieurs les présidents de syndicats professionnels et d'associations représentatives du secteur de la presse,  
Mesdames et Messieurs,

Il y a moins de quatre mois, nous étions réunis en ce lieu pour l'ouverture des Etats généraux de la presse écrite.

Chacun comprendra que je tiens d'abord à remercier tous ceux qui se sont engagés au service de cette large consultation, à commencer bien sûr par les quatre chefs de pôle de débats et de propositions – Bruno Frappat, Arnaud de Puyfontaine, Bruno Patino, et François Dufour.

Je veux remercier également Bernard Spitz ; Christine Albanel et ses collaborateurs au sein de son cabinet et à la direction du développement des médias ; les 150 membres des groupes de travail, qui ont fait confiance à la sincérité et à la bonne foi du processus ; tous ceux enfin qui ont concouru à la réflexion par leurs auditions, leurs contributions écrites, et, pourquoi ne pas le dire, leurs critiques.

Car c'est bien par rapport aux Etats généraux que se sont toujours situés aussi bien ceux qui étaient pour que ceux qui étaient contre. Grâce aux Etats généraux, la presse est revenue dans le débat public. Qui s'en plaindra ?

C'est pourquoi je n'ai pu que me réjouir que des initiatives parallèles aient été prises : en complément ou en débat avec les Etats généraux, comme les Assises du journalisme qui se sont réunies mardi dernier ou encore le Rassemblement des associations de journalistes RAJ ; ou en critique, comme l'Appel du théâtre de la Colline.

Je ne m'étendrai pas sur la légitimité de l'engagement de l'Etat dans ce processus. A dire vrai, je ne comprends guère que l'on puisse en douter. Bien sûr que l'Etat est légitime, surtout si la profession n'est pas parvenue à le faire, à mettre le problème de la situation économique de la presse sur la table. C'est même son devoir, aussi bien au nom des 100 000 salariés du secteur qu'au nom de sa responsabilité politique qui est de veiller à l'existence d'une presse indépendante, libre et pluraliste.

\*\*\*